

Jean-Guy Lacroix et Jacques-Alexandre Mascotto, *Manifeste pour l'humanité*, Montréal, Lanctôt Éditeur, 2000, 144 p.

Guillaume Dufour

Numéro 34, 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002432ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002432ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dufour, G. (2000). Compte rendu de [Jean-Guy Lacroix et Jacques-Alexandre Mascotto, *Manifeste pour l'humanité*, Montréal, Lanctôt Éditeur, 2000, 144 p.] *Cahiers de recherche sociologique*, (34), 177-179.
<https://doi.org/10.7202/1002432ar>

Comptes rendus

Jean-Guy Lacroix et Jacques-Alexandre Mascotto, *Manifeste pour l'humanité*, Montréal, Lanctôt Éditeur, 2000, 144 p.

L'univers discursif de la fin du deuxième millénaire est dominé, non sans raison, par le discours de la fin de l'histoire. Non sans raison parce que aucun acteur n'est en mesure de contester sur le plan idéologique ou politique la position de l'État libéral à propos duquel Hegel affirmait qu'il tirerait un trait au bas de l'Histoire. Les critiques à l'endroit des conséquences de la mondialisation fusent de toutes parts, mais elles concernent essentiellement l'obtention d'un *a parte* social (la taxe Tobin) ou écologique à ce processus. Habermas plaide pour la constitution d'une société civile mondiale et la domestication supranationale de l'économie de marché. Hobsbawm encourage un changement radical, mais sans en indiquer la direction, et Bourdieu dénonce l'«utopie» économique contre laquelle il invite à la recomposition des solidarités sociales. Dans l'ensemble, ces critiques adoptent une position défensive.

Le manifeste de deux professeurs au département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), Jacques-Alexandre Mascotto et Jean-Guy Lacroix, rompt avec cette position de repli en se situant dans une perspective révolutionnaire, renouvelant avec des éléments de l'analyse marxiste. Selon les auteurs, au stade actuel de l'«hypercapitalisme», la plus grande menace de déshumanisation réside dans le discours néolibéral de Hayek et dans sa mise en pratique à travers les politiques actuelles. Après être passé par différentes formes d'État — absolutiste, libéral, du bien-être et de l'ordre commercial ouvert —, on se situerait aujourd'hui au stade de l'«État de la répression disséminée» (p. 65). Au stade actuel, le capitalisme présente trois caractéristiques principales: 1) il est parvenu à soumettre toute chose à la logique du marché, tout en maintenant la forme réifiée d'une marchandise; 2) il n'a plus besoin de la société pour réaliser son expansion; il peut donc entrer en lutte avec les sociétés civiles sans avoir de comptes à rendre, ce qui explique la hausse de la répression contre les exclus; 3) la force intégratrice du marché menace d'homogénéiser la pluralité des collectivités, qui constituent la richesse de l'humanité. Ces préoccupations sont partagées avec raison par une grande partie des opposants au néolibéralisme.

La critique des auteurs reprend la critique francfortoise de la réification. Comme chez Bourdieu, le néolibéralisme est critiqué comme une description pastiche de la réalité qui forge celle-ci à son image, pour ensuite en affirmer le caractère réel et figé. N'est épargnée aucune des tentatives pour réformer le système actuel: sociaux-démocrates, éthiciens et intellectuels libéraux participent, chacun à sa façon, à l'effort de guerre de l'entreprise néolibérale.

À l'encontre de ces positions trop axées sur le compromis, les auteurs présentent une critique qui s'articule autour d'une philosophie du sujet qui s'inscrit dans la tradition hégéliano-marxiste. Le sujet, qui se construit dans son rapport à l'Autre, doit, afin de préserver la condition humaine, démystifier ce qu'il y a de réifié dans le discours néolibéral et entamer une transformation du capitalisme, en faisant d'un nouvel excès d'utopisme une nouvelle réalité sociale plus conforme aux aspirations d'une humanité digne de ce nom.

Le manifeste met le doigt sur plusieurs éléments déplorables du système mondial contemporain, mais on reste perplexe devant l'analyse et la critique qui en sont proposées. Son contenu philosophique semble un peu forcé, les concepts de liberté, de condition humaine, de démocratie et de modernité, invoqués au passage, servent principalement à légitimer l'action politique, mais ne débouchent pas sur une critique très argumentée de la philosophie politique néolibérale. En présentant et critiquant les thèses de Hayek de façon polémique comme le font les auteurs, on leur ménage le même traitement qu'il est reproché aux chantres du néolibéralisme par rapport à ses critiques.

Un manifeste n'a pas l'ambition d'appuyer empiriquement tout ce qu'il avance. Cependant, il y a des problèmes que des auteurs qui proposent rien de moins que l'affirmation «d'une nouvelle humanité» ne peuvent négliger au risque de voir leur entreprise engendrer plus de méfiance que d'engouement.

L'objectif annoncé du manifeste est de déterminer un «nouveau sujet historique», mais autant la description qu'en donnent les auteurs que son inscription à l'intérieur d'une lutte des classes ne vont pas de soi. Les auteurs voient des manifestations de ce «nouveau sujet historique» dans l'opposition à l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) et dans les «grands blocs de continuité civilisationnelle» (p. 123). Cette analyse est peu convaincante. La thèse selon laquelle la mobilisation contre l'AMI «augure d'une ère nouvelle» (p. 41) est non fondée. Prenaient part à cette mobilisation des organisations de droite dont le poids politique est plus important que celui des manifestants rassemblés à Seattle et à Washington. Et si c'est dans ces manifestants que les auteurs placent leurs espoirs, leur analyse des rapports de force du système

mondial contemporain semble fragile. D'autre part, poser la «résistance arabe» et «la naissance du Nunavut» comme faisant partie du même mouvement d'opposition à l'«hypercapitalisme» ne relève pas de l'analyse la plus sophistiquée des relations internationales qui soit. Par ailleurs, affirmer que «la résistance passe aussi par les socles civilisationnels» (p. 123) semble contredire la dimension universaliste qu'implique une perspective humaniste néokantienne par rapport à laquelle il aurait été intéressant de savoir où ce situent les auteurs.

L'utilisation du concept de «lutte des classes» (p. 63) embrouille plus qu'elle n'éclaircit la position des auteurs. Si ce concept doit avoir quelque utilité, c'est dans une analyse politique des luttes pour l'accès aux moyens de production. On voit difficilement le rôle épistémique qu'il pourrait jouer dans une analyse de la préservation de la diversité culturelle telle que l'aborde cet ouvrage.

Les auteurs n'ont pas de difficulté à critiquer ceux qui font des compromis avec le libéralisme contemporain. Mais quand vient le temps de traiter des problèmes qui en ont conduit plusieurs à envisager ces compromis, leur argumentation est moins convaincante. On a l'impression qu'ils ne se préoccupent pas tellement des problèmes d'organisations politiques, économiques et normatifs qui découlent de la volonté de trouver un modèle pour remplacer le système actuel. La proposition d'un «État mondial des Terriens» (p. 65) peut difficilement se passer d'une analyse de ces problèmes si elle veut convaincre. Il est tout simplement faux de penser que «ce qui a été fait peut être défait» (p. 144); dans une telle perspective, la critique de la réification relève de la pensée magique.

Une réorganisation intellectuelle de la gauche devra passer soit par la révision en profondeur de la tradition marxiste, telle qu'elle a été entreprise par le marxisme analytique, soit par la lutte pour un enrobage social de la mondialisation, selon la tradition sociale-démocrate. Désigner le néolibéralisme comme étant «la Chose» à abattre et prêcher son éradication relèvent sans doute d'une bonne volonté, mais apportent peu de matériaux à la compréhension et à la critique rationnelle de celui-ci. En attendant d'autres propositions, les positions défensives énumérées plus haut sont sans doute plus modestes mais moins périlleuses que celles de Mascotto et Lacroix.

Guillaume DUFOUR
Étudiant à la maîtrise
en science politique
Université du Québec à Montréal